

*Alain Bihr, Roland Pfefferkorn, Déchiffrer les inégalités, 2e édition réactualisée, Paris, Syros, coll. « Alternatives économiques », 1999, 416 p. / Annette Leclerc, Didier Fassin, Hélène Grandjean, Monique Kaminski, Thierry Lang (ed.), Les Inégalités sociales de santé, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2000, 448 p.*

**D. Chevalier**

DANS **L'HOMME & LA SOCIÉTÉ** 2002/1 n° 143-144 , PAGES 224K À 245K

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DE SYNTHÈSE EN SCIENCES HUMAINES (ARSSH)**

ISSN 0018-4306

DOI 10.3917/lhs.143.0224k

Date de mise en ligne : 01/04/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2002-1-page-224k?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH).**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Notes critiques et comptes rendus

Karl MARX, *Extraits et notes, été 1844-début 1847* [Exzerpte und Notizen, Sommer 1844 bis Anfang 1847]

*Marx-Engels-Gesamtausgabe* 2, MEGA 5 IV/3, Berlin, Akademie Verlag, 2000, 875 p., 298 DM

Le projet international d'une édition complète s'affirme. On croyait déjà tout savoir et tout connaître de Karl Marx. Il n'en est rien, comme le démontrent les derniers volumes parus de la nouvelle édition complète et historique de Marx et d'Engels (MEGA 5). On avait occulté presque systématiquement un côté de Marx qu'il n'a jamais caché et dont même il était fier : sa vie de chercheur assidu, ses projets, ses bibliothèques, ses lectures, avec toutes les incertitudes, les risques et les enjeux intellectuels qui en découlent. Depuis dix ans, un réseau international d'équipes de chercheurs a repris ce qui était à l'époque un projet de militantisme politique, abandonné des deux partis communistes de Berlin et de Moscou, en lui donnant des principes d'édition strictement historiques et critiques. Sous la coordination de l'Académie de Berlin-Brandebourg, des équipes américaines, hollandaises, allemandes, russes, japonaises, italiennes travaillent ensemble pour l'édition de 70 volumes encore inédits.

Marx ne savait penser qu'en écrivant et lire qu'en prenant des notes. Ses idées ne tombent pas du ciel, ne sont pas le fruit d'inspirations divines mais sont issues d'un vaste champ de lectures, d'un travail systématique et obstiné. Par conséquent, il a laissé des centaines de cahiers qui, grâce à son plus proche collaborateur et ami, Friedrich Engels, ont trouvé place dans les archives du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), puis après 1933 dans celles de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG) qui les détient toujours.

« Je suis une machine, condamnée à dévorer les livres, afin de les jeter ensuite, sous une forme différente, sur le tas de fumier de l'histoire » : c'est ainsi que Marx caractérise, vers la fin de sa vie, sa manière de travailler. On vient de reconstruire une grande partie de sa bibliothèque privée : plus de 2 000 volumes dont un tiers en allemand, un quart en français, un quart en anglais (répertoriés dans MEGA 5 IV/32). Autour de 40 000 pages contiennent des notes en marge. Mais cela ne représente pas encore toutes les lectures de Marx. Il faut y ajouter les milliers de titres qu'il a lus dans les bibliothèques, notamment au British Museum à Londres dont il était un fidèle habitué.

*L'Homme et la Société*, n° 143-144, janvier-juin 2002

À travers ces cahiers on entre dans l'univers du laboratoire intellectuel marxien, en plein milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Encyclopédiques d'abord : les notes concernent les domaines de la philosophie, de l'histoire, de l'économie, des sciences, de la technologie, de l'esthétique, de l'ethnologie, de la linguistique, de la géographie, de la stratégie militaire, de la diplomatie — seule la musique fait encore défaut. Notes systématiques ensuite : des pistes de sa recherche tout bonnement inconnues. Pour la critique de l'économie politique, on trouve plusieurs options, extrapolant surtout le processus de la globalisation. Par ailleurs, en poursuivant une piste mal connue de chez Hegel, Marx conçoit une sociologie du droit. Les formes idéelles, littéralement décrites comme outillages mentaux et comme faits sociaux, anticipent Émile Durkheim et Lucien Febvre. En ressortent une histoire mondiale non centrée sur l'Occident, une histoire des femmes, une histoire de l'autorité paternelle, une esquisse de l'esthétique... Avec ce Marx-là, on découvre une bibliothèque internationale, un bouillonnement intellectuel dans les sociétés européennes et américaines en pleine mondialisation.

Le volume IV/3 est le premier à être publié selon les nouvelles règles de recherche et d'édition de la MEGA 5. Il nous présente des documents inédits du jeune Marx. Il séjourne à Paris d'octobre 1843 (il a juste 25 ans) à février 1845, puis à Bruxelles jusqu'en mars 1848. En juillet-août 1845, il voyage en Angleterre, sa future terre d'exil. L'édition présente les cahiers de note qui couvrent la période de l'été 1844 au début 1847. C'est le Marx des « Annales franco-allemandes », des thèses « ad Feuerbach » et de la « Sainte Famille », cette dernière écrite avec Engels.

Pour Marx, l'avenir de l'Allemagne est représenté par l'Angleterre et, au moins partiellement, par la France : domination de la propriété privée, de l'argent, du capitalisme, du salariat, des usines et des machines, d'un mouvement ouvrier socialiste. Cette inévitable modernité est pour une grande part encore inconnue en Allemagne. Marx veut la faire connaître à ses compatriotes. En février 1845, il conclut avec l'éditeur hambourgeois C. W. Leske un contrat pour écrire une « Critique de la politique et de l'économie nationale », parfois aussi mentionnée comme « Critique de l'économie etc. » Le cahier de notes et les six cahiers de lectures montrent les champs de la recherche marxienne pour ce projet de publication, abandonné lors de la reprise de ses travaux au British Museum, en 1850.

L'approche de Marx est systématique. Il note les livres en sa possession, ceux à acheter, ceux qui sont encore à lire — une bibliographie détaillée compilée dans des catalogues de libraires, de la Bibliothèque royale de Bruxelles, de la Manchester Subscription Library, du Manchester Athenaeum. Dans ces notes, on

trouve aussi le plan d'un autre projet, une « Bibliothèque des écrivains socialistes éminents de l'étranger », vue de l'Allemagne, bien évidemment.

Parmi ces cahiers de Bruxelles, il y en avait un qui s'est perdu mais qu'on peut reconstruire par des citations ultérieures. Il comprend entre autres un livre étonnant de l'économiste suisse Antoine-Élisée Cherbuliez, *Richesse ou pauvreté* [1841], aujourd'hui pratiquement inconnu, que Marx a beaucoup apprécié. Il note : « On remarquera en général que le petit texte de Cherbuliez vaut beaucoup plus que la plupart des dissertations volumineuses ». On comprendra pourquoi : Marx lui doit beaucoup dans sa propre critique du capitalisme. Mais cela vaut aussi pour des écrivains comme Sismondi, Storch, Linguet, Wakefield.

Certes, ce Marx n'est pas celui du *Capital*, paru vingt ans plus tard. Mais à plusieurs reprises, il relira et arrangera ces notes pour arriver finalement à une première synthèse dans ses cahiers de 1857-1858, alors qu'éclate la première grande crise mondiale de type capitaliste qui met matériellement en question l'économie *nationale* traditionnelle. Marx sort donc rassuré de ses études : le « système monétaire accompli », le capitalisme est désormais global. Et ce fait poussera Marx à plusieurs relectures de son maître Hegel qui avait déjà généralisé le droit de la propriété privée à une totalité mondiale.

Il y a donc encore un Marx inconnu à découvrir. Ce projet international de la MEGA 5, avec ses nouvelles règles strictement scientifiques, vient se ranger aux côtés des grandes éditions d'œuvres complètes. Une partie importante des cahiers inédits concerne la France. Une nouvelle équipe de recherche et d'édition — Marx et les réseaux intellectuels européens — vient d'être créée au sein de l'Université Paris VIII, ouverte aux chercheurs et aux doctorants de France. Elle rejoint le réseau des équipes existantes à Amsterdam, Berlin, Chicago, Francfort, Milan, Moscou, Tokyo, Trèves. Deux groupes de l'équipe française sont déjà opérationnels : l'un sur les projets hégélien et marxien d'une histoire mondiale (un cahier de Wichern 1830-1831, quatre forts cahiers de Marx 1880-1881), l'autre sur la Commune et les débuts de la III<sup>e</sup> République (neuf cahiers de 1871), ainsi que sur la correspondance de 1871. Pour toutes informations concernant cette nouvelle équipe : [schrader@ens.fr](mailto:schrader@ens.fr)

Fred E. SCHRADER

Vladimir Illitch LENINE, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* [1917], Introduction par Georges LABICA, Paris, Le Temps des Cerises, 2001.

À quoi bon rééditer ce classique de Lénine, d'une idéologie dépassée ? Telle est sans doute la question que ne manqueront pas de poser les bons esprits à qui toute idée de dépassement du capitalisme apparaît comme une monstrueuse aberration. Dans une préface éclairante, percutante et parfois discutable, au sens

propre du terme, le philosophe Georges Labica fournit pourtant la réponse. L'« essai de vulgarisation » (sous-titre de l'ouvrage) rédigé par Lénine au début du siècle dernier demeure des plus actuels, puisqu'il traite de ce qui figure au centre des préoccupations contemporaines. À savoir « notre mondialisation-globalisation » qui, comme le souligne d'emblée Georges Labica, « n'est rien d'autre que le « nouvel impérialisme » de Lénine, parvenu à un stade de développement supérieur ». Pour prouver l'actualité des thèses et des analyses léninistes, Georges Labica ne se contente pas de les confronter aux réalités de la période actuelle. Certes, il n'a aucun mal à montrer que les « traits marquants » de l'impérialisme dégagés par Lénine à partir des données de l'époque valent toujours, pour la plupart, et même plus que jamais, pour certains (par exemple, la prédominance du capital financier ou le « principe de corruption » qui, un siècle plus tard, gangrène tous les rouages dirigeants du corps social), si l'on veut caractériser ce que d'aucuns appellent la « mondialisation libérale ». Georges Labica préfère d'ailleurs la nommer « impérialisme », terme plus approprié pour appréhender le réel — pour peu que l'on vise sa transformation radicale, et non sa seule « régulation » —, au même titre que la « constellation conceptuelle » d'où il est extrait : « capitalisme, exploitation, propriété, classes et luttes de classes, démocratie sociale, transition révolutionnaire ».

À l'instar de Lénine qui parlait d'un « nouvel impérialisme » pour distinguer la phase de développement du capitalisme qui avait démarré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de celles qui l'avaient précédée, Labica prend bien soin de mettre en lumière la spécificité de ce « nouveau nouvel impérialisme » qui met de nos jours le monde en coupe réglée. Là encore, la référence à l'ouvrage de Lénine se révèle féconde au plan méthodologique. Car le problème n'est pas de savoir si la mondialisation en cours correspond toujours au stade impérialiste du capitalisme, mais en quoi et pourquoi elle en représente une nouvelle expression.

Des éléments ignorés de Lénine — ils n'existaient pas de son temps — sont venus imprimer un cours nouveau à la domination impérialiste, sans l'atténuer pour autant. Bien au contraire : non seulement son poids s'en est trouvé accru, mais elle a ajouté des risques nouveaux pour l'avenir de l'humanité. Car, en raison même du maintien des rapports de production capitalistes, les avancées scientifiques et techniques survenues au cours du siècle écoulé n'ont pas engendré un quelconque progrès civilisationnel, mais plutôt, dans bien des cas, une régression. Ainsi en va-t-il des menaces de l'armement nucléaire, des atteintes irréversibles à l'environnement, de la marchandisation généralisée de l'activité des hommes, en y incluant la vente d'organes et, bientôt, *via* le clonage, la « fabrication » de l'être humain lui-même. Quant aux nouveaux moyens de communiquer issus de la « révolution télématique », on sait qu'ils ont dopé la

circulation des flux financiers, renforçant ainsi l'un des traits distinctifs de l'impérialisme souligné par Lénine : le primat de la spéculation sur la production. De même, les institutions internationales mises sur pied au lendemain des guerres mondiales n'ont-elles pas rempli la mission qui était censée être la leur : quand elles ne sont pas impuissantes, elles sont au service des puissances. En particulier, de la superpuissance qui a réussi à asseoir son emprise, pour ne pas dire son empire, sur la planète entière dans tous les domaines : les États-Unis. Dans un autre écrit, Lénine avait pressenti, rappelle Georges Labica, qu'ils constituaient « le pays d'avant-garde du capitalisme moderne », « le modèle et l'idéal de notre civilisation bourgeoise ». Ce que Lénine n'avait pas prévu, en revanche, c'est la faillite du contre-modèle que lui-même et quelques autres se sont attachés, en théorie, puis en pratique, à lui opposer.

« Qu'en est-il, se demande Georges Labica, de la relation établie par Lénine entre impérialisme et transition au socialisme ? N'est-ce pas le point qui rend caduque toute la théorie ? » Pierre d'achoppement, plutôt, sur laquelle viennent finalement buter non seulement, de manière rétrospective, l'argumentation de Lénine, mais aussi celle que développe Labica pour attester malgré tout la pertinence de la première. Quelque peu gêné aux entournures sur ce « point », semble-t-il, il ne s'attarde guère sur le dernier « trait marquant » de l'impérialisme relevé par Lénine : « un capitalisme agonisant » dont les conditions objectives représentaient « le prélude à la révolution socialiste ». Sans doute Labica reconnaît-il que l'agonie du capitalisme s'est révélée pour le moins interminable, faisant même place à de longues plages de convalescence voire de santé florissante. De même reconnaît-il que « le procès révolutionnaire engagé en 1917 n'a pas tenu ses promesses et qu'il a même sombré avec le système soviétique en 1989 ». Encore eût-il fallu ne pas s'en tenir à cette litote, et admettre que la « transition », là où elle s'est opérée, n'a pas conduit et, surtout, ne pouvait pas conduire au socialisme, mais à des formes renouvelées d'oppression et d'exploitation, pour ne pas dire de capitalisme.

Fidèle à des engagements passés, Georges Labica se garde bien d'évoquer la part prise par Lénine dans l'imposition de ce « mensonge déconcertant », pour reprendre l'heureuse expression du militant révolutionnaire Anton Ciliga, qui trompa des millions de combattants anticapitalistes avant de les démobiliser, une fois désabusés. Celui-ci avait pu voir de ses yeux et vivre dans sa chair cette imposture d'un capitalisme d'État réellement existant que l'on faisait passer pour le socialisme réalisé voire pour le communisme en voie de l'être. Lénine attendait beaucoup, rappelle Georges Labica, de la « socialisation du travail » propre au stade impérialiste, encore plus poussée que sous l'ancien capitalisme concurrentiel. Il en attendait tellement qu'il n'hésitera pas, une fois les bolcheviks parvenus au pouvoir, à inviter, c'est-à-dire à forcer, les ouvriers russes à « se mettre à l'école, selon ses propres termes, du capitalisme d'État allemand ». L'argumentaire mérite d'être rappelé à tous ceux qui ont la mémoire courte ou sélective : « C'est l'Allemand qui incarne aujourd'hui, en même temps qu'un impérialisme féroce, les principes de discipline, d'organisation, de collaboration harmonieuse sur la base de l'industrie moderne. » D'où la nécessité d'importer « les méthodes dictatoriales » en vigueur dans les usines allemandes « pour accélérer cette assimilation de la civilisation occidentale par la Russie barbare. » L'enseignement qu'en tire Lénine, sous forme de précepte, aurait pu être gravé

dans le marbre où seront sculptées les statues des stakhanovistes : « ne pas reculer devant les moyens barbares pour lutter contre la barbarie. » Staline, quant à lui, ne reculera devant rien pour confondre la fin et les moyens.

Ce « siècle de sang, de massacres et de ruines » dont nous sommes « les témoins et les héritiers », et que Labica invoque pour expliquer le pessimisme ambiant, ne fut donc assurément pas celui « des communismes », contrairement à ce que prétendent des imposteurs qui ne font que reconduire, à des fins diverses, l'imposture mentionnée plus haut. Mais c'est aussi la raison pour laquelle on ne saurait imputer au seul « impérialisme de la désespérance qu'est la mondialisation », si l'on en croit Labica, l'atonie du mouvement antisystémique susceptible de bouleverser l'ordre capitaliste planétaire. Le « mensonge déconcertant » auquel Lénine a contribué, bon gré mal gré, à donner un air de vérité, est resté assez prégnant pour « inhiber le désir de changer radicalement la vie », ainsi que le faisait remarquer un auteur dans un texte incisif et lucide passé comme de juste inaperçu (Michel Barrillon, *D'un mensonge déconcertant à l'autre*, Paris, Agone Éditeur, 1999). Tant qu'à citer Rosa Luxemburg, comme le fait Georges Labica pour conclure sa préface, autant rappeler comment cette théoricienne et militante d'une révolution prolétarienne écrasée par la social-démocratie résumait, dès 1918, dans *La Révolution russe*, son point de vue sur l'État léniniste : « Au fond donc, un gouvernement de coterie, une dictature, certes, pas la dictature du prolétariat, mais la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature dans le sens bourgeois, dans le sens de l'hégémonie jacobine. »

C'est pourquoi, on peut, et même on doit, suivre Lénine quand il nous incite à déceler, par-delà les avatars impérialistes du capitalisme, la permanence d'un système demeuré fondamentalement le même dans sa nature. On peut et on doit également suivre Labica lorsqu'il place « sous le signe de l'urgence » la nécessité de changer un monde que ce système rend de plus en plus invivable, y compris pour ceux qui en profitent. Mais nul n'est obligé de suivre Georges Labica et, à travers lui, Lénine, quand ils nous dissuadent, l'un comme l'autre, de remettre en cause la relation, postulée et non « établie », entre impérialisme et transition au socialisme. De la « socialisation du travail » que l'expansion impérialiste accélère, il n'y a, aujourd'hui comme hier, rien à attendre, sinon le pire. Pas plus que d'une « mondialisation » rebadigeonnée aux couleurs du socialisme, présentée comme un substitut à l'internationalisme.

Jean-Pierre GARNIER

Mireille DELBRACCIO et de Bernard PELOILLE (Sous la direction de),  
*Du cosmopolitisme*, Paris, L'Harmattan, Collection « L'Homme et la  
 Société », 2000.

Ce recueil d'articles issu des tables rondes organisées par l'Unité de recherche Philosophie politique contemporaine du CNRS replace la réflexion sur la mondialité dans le champ politique ; c'est la condition pour que les phénomènes considérés aujourd'hui dans l'optique de la « mondialisation » ne soient plus envisagés sous le seul aspect de la fatalité technique ou économique et soient replacés dans la sphère de la liberté humaine. Le recours à Kant permet de ressaisir celle-ci dans le cadre d'une anthropologie : la définition de l'homme comme espèce animale dont la survie dépend de la capacité d'user de sa raison rend pensable l'idée d'humanité. Kant avait établi la continuité entre les deux points de vue sous lesquels se présente la nature humaine, l'aspiration à la concorde et la tendance à la discorde : sans elle, les hommes n'exerceraient pas leurs capacités ni ne se répandraient sur l'ensemble de la planète ; l'idée d'un monde humanisé ne pouvait naître que de rivalités violentes.

L'idée cosmopolitique, comme y insiste Mireille Delbraccio dans son article liminaire, est indispensable pour constituer politiquement l'unité de la planète : l'anthropologie et l'idée d'humanité sont indissociables ; et celle-ci à son tour est impensable sans la constitution effective d'une unité où « l'atteinte au droit en *un* seul lieu de la terre est ressentie en tous » (Kant).

Projet indispensable aujourd'hui comme à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sans que pour autant plusieurs collaborateurs de ce livre se fassent plus d'illusions que Kant lui-même en son temps sur les États qui, aujourd'hui, tentent de dissimuler leurs stratégies de domination en s'autodésignant comme « communauté internationale » (Jean-Pierre Garnier, Georges Labica, Bernard Peloille). Mais aussi la question politique ne peut être dissociée de l'orientation donnée à l'anthropologie et du statut accordé à la science : Lévy-Brühl invente la « mentalité primitive » contre Spencer qui voyait dans le primitif un sous-produit du civilisé (Liliane Maury). Pourtant l'accent mis sur la diversité des mentalités est contradictoire avec l'idée, présente chez Lévy-Brühl, d'un progrès vers la raison qui se manifeste en particulier par le développement d'une science universelle ; à cette condition la philosophie deviendra libératrice selon l'idéal de l'Encyclopédie de Diderot, prolongée sur ce point par Kant (Jean-Claude Bussière, Christophe Le Digol). Cet idéal (ou cette croyance) imprègne encore profondément l'Université française : selon le projet de Condorcet (« Fragment sur l'Atlantide ») le savant devait être le porte-parole d'une raison transcendante et, dans l'accomplissement de cette noble tâche, se mettre au service de l'Humanité. En dépit de cette idéologie universaliste, le « désintéressement », transposition de l'« habitus nobiliaire », a en réalité été mobilisé par la nation pour améliorer son efficacité industrielle, guerrière, et accroître son prestige.

Ainsi peut-on, avec Kant lui-même, considérer que l'homme étant un animal qui a besoin d'un maître, la réalisation de la constitution politique de l'humanité grâce à laquelle l'homme parviendrait à l'estime raisonnable de soi est, à la limite, impossible ; sans renoncer pour autant à s'interroger avec lui sur les conditions de réalisation du cosmopolitisme. La divulgation des contrefaçons qui invoquent la « science désintéressée », les « droits de la personne humaine », la « communication universelle », alors que leur pratique effective a de toutes autres visées, peut contribuer à renouer avec le cosmopolitisme et à nous débarrasser de la croyance qu'il pourrait se réaliser grâce à la bonne volonté de ceux qui, parce qu'ils ont la puissance, prétendent défendre la liberté humaine.

Les déplacements transfrontaliers des populations révèlent à eux seuls le caractère irrépressible de la mondialité humaine ; Étienne Balibar pose en face le problème pratique qui en résulte : ou bien démanteler complètement « l'État social » ou « garantir des droits sociaux qui aient un caractère transnational » (p. 199). Poser la question n'est pas la résoudre. L'idée cosmopolitique montre en tout cas de quel côté il faut s'engager pour éviter de nouvelles catastrophes.

Pierre LANTZ

Louis MOREAU DE BELLAING, *La Fonction du libre arbitre*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Les livres de Moreau de Bellaing sont ardu ; ils exigent plusieurs lectures : c'est toujours le cas quand un sujet est abordé selon une problématique entièrement nouvelle. *La Fonction du libre arbitre* ne faillit pas à cette réputation et ce n'est que peu à peu qu'on se familiarise avec le langage de l'auteur.

Le thème, lui, n'est pas nouveau ; il fut presque toujours, sous des formes variées, une des préoccupations majeures de la pensée occidentale. Durant quinze siècles, de Tertullien à Bossuet, de Saint Augustin à Jansenius, de Pélagie à Luther, il a divisé les philosophes chrétiens en deux courants opposés. Comment concilier, dans l'activité humaine, la part du Dieu unique dispensateur de Salut et la part de la créature responsable de ses actes et de son destin ? Pour les uns, la nature humaine, viciée par le péché originel, n'est capable que d'actes viciés : la grâce de Dieu est la seule source de l'acte bon identifié à l'acte salutaire. Pour les autres, la liberté de choix entre le bien et le mal reste le privilège de l'homme ; Dieu n'intervient que pour, en amont, fixer la loi morale soit en la promulguant dans une révélation, soit en insufflant dans la nature humaine la conscience innée des principes moraux, et, en aval, pour récompenser et punir. Entre ces deux extrêmes, s'étagent de nombreuses solutions ou formulations plus ou moins originales, le magistère de l'Église maintenant malaisément la prédication de l'Évangile et l'appel à la conversion dans une mystérieuse coexistence de la toute-puissance de Dieu et de la responsabilité de l'homme.

Quand, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la pensée se sépare de la foi, la question du libre arbitre passe du domaine de la théologie à celui de la philosophie ; il ne s'agit plus d'opposer la liberté de nos choix moraux à la grâce toute-puissante de Dieu, mais à des déterminismes biologiques et culturels. Cependant, les deux interrogations fondamentales restent là : d'où vient la loi morale, innée dans la nature humaine ou proclamée par la société ? La conscience qu'a l'individu de choisir librement ses actes n'est-elle qu'une illusion face à un déterminisme divin ou humain ?

Se plaçant dans la lignée des moralistes, Moreau de Bellaing veut esquisser des réponses intégrant les connaissances et les exigences de la modernité. « C'est donc dans une nouvelle réflexion qu'il faut reprendre le problème, d'abord en confrontant libre arbitre, liberté et légitimité, mais surtout en demandant comment la conscience, la volonté, l'acte explicites émergent, par le libre arbitre, de la volonté et du désir implicites. En demandant aussi comment la loi métasociale et métapolitique (implicite) devient la loi sociale et politique (explicite) ».

De ce projet ambitieux, inspiré de la psychanalyse freudienne, naît un livre dense qui ouvre des perspectives nouvelles sur la critique sociologique de la morale. Essayons d'en présenter la thèse essentielle et de suivre quelques-unes de ses pistes.

Aucune connaissance ou perception humaine n'est purement objective et abstraite. Elle est toujours colorée affectivement de façon attractive ou négative. Cette valorisation, ce codage, dit l'auteur, résulte de deux pulsions fondamentales : la pulsion de vie et la pulsion de mort. Celle-ci impose des limites à celle-là, créant ainsi un juste milieu, une « approximation » entre deux dépassements par excès ou par défaut. Ces pulsions valorisantes agissent d'abord dans l'inconscient individuel et collectif. Quand elles surgissent à la conscience, elles deviennent désirs qui se confrontent aux limitations inconscientes transformées, au niveau de la conscience, en principes universels — qu'on retrouve dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789 — et en lois positives édictées par le pouvoir social et politique, « connues des individus par la tradition et l'éducation » et différentes selon les époques et les cultures. Cette marge entre les désirs d'un côté et les principes ou lois de l'autre laisse à l'homme la liberté de passer ou non à l'acte et donc la responsabilité de ses choix. Le libre arbitre intervient ainsi comme un processus ancré dans l'inconscient et aboutissant à un comportement conscient librement choisi.

À partir de cette théorisation du libre arbitre, Moreau de Bellaing va s'attacher à détailler un grand nombre de conséquences et à analyser les principaux concepts de la vie morale. Citons quelques exemples de ces questions qui occupent la majeure partie de l'ouvrage : Quel est le lien entre le collectif et l'individuel ? Comment l'investissement pulsionnel, dont l'un des terrains est le biologique, se transforme-t-il en réalités sociales et politiques, terrain du conflit entre désirs et lois ? Quel rapport entre la liberté civile consacrée par la loi démocratique et le sentiment intime de la liberté ? Quels rôles tiennent dans la vie morale les sentiments, les idéologies, les croyances, les passions, les habitudes, etc. ? Le choix moral est-il irrémédiable et quelle place a le repentir ? Le temps, l'oubli, la mémoire sont-ils susceptibles de modifier la responsabilité ?

Chaque fois l'auteur cherche la réponse dans sa théorisation des deux pulsions inconscientes, « non pour prouver (ses) hypothèses, mais plutôt en faire comprendre concrètement la théorisation ». À l'opposé d'un processus linéaire logique, cette méthode de rédaction qui se développe en spirales, entraîne de multiples reprises, compléments, répétitions, et risque de fatiguer le lecteur pressé d'arriver au but. Cette impression d'inachevé culmine dans les quinze pages de questions sans réponses qui parachèvent la problématique en fin de volume.

Si on a la persévérance de lire Moreau de Bellaing jusqu'au bout, attentivement, en mettant entre parenthèses ses propres réactions devant la nouveauté du propos, son livre ouvre incontestablement une approche originale à la sociologie de la morale. Il laisse peu de place à des réticences sur tel ou tel chapitre, tout au plus peut-on contester l'interprétation de certains exemples puisés dans l'actualité. Seules restent possibles des objections d'ensemble. Nous n'en formulerons que deux :

— Derrière le langage nouveau, emprunté à la psychanalyse freudienne, ne retrouve-t-on pas la vieille loi naturelle innée dans l'être humain, l'hypothèse des deux pulsions n'étant qu'une tentative pour expliquer le lien entre le sentiment moral et la structure immuable du cerveau de l'homme ?

— Surtout demeure inexplorée l'ambiguïté foncière de la morale qui est à la fois obéissance à des codes établis et marche vers un idéal en perpétuel devenir.

*La Fonction du libre arbitre*, malgré quelques lacunes ou obscurités, n'en demeure pas moins une construction intellectuelle inédite ; sa lecture ne peut qu'être profitable à tous les philosophes, théologiens, psychologues, sociologues du questionnement moral.

Gérard RIMPOT

Serge LATOUCHE, *La déraison de la raison économique, Du délire d'efficacité au principe de précaution*, Paris, Bibliothèque Albin Michel, coll. « Économie », 2001.

Serge Latouche ne se limite pas à critiquer les abus d'une société lancée à la poursuite du profit. Il veut aussi, et il n'est pas le seul, que de nouvelles manières de vivre ensemble apparaissent : il les repère lorsqu'elles existent, les encourage, les recommande là où elles peuvent naître. Si apparemment le propos de ce nouveau livre prolonge *L'Occidentalisation du monde*, *La Mégamachine* ou des ouvrages plus récents, il pousse plus loin l'analyse. Il s'agit pour lui de montrer que la rationalisation et l'instrumentalisation, voire la mathématisation de la raison, notamment économique, sont des excès, au sens où elles transgressent les limites possibles du vivre ensemble, autrement dit de l'humain. Latouche ne prétend pas ruiner toute rationalité, bien au contraire. Mais il rappelle qu'au fondement de la rationalité (y compris économique), il y a la raison raisonnable, c'est-à-dire accompagnée de *phronesis* (prudence) et de *métis* (d'un minimum d'habileté, de ruse). Il veut qu'on en revienne au bon sens, producteur d'efficacité, plutôt qu'au sens commun trop souvent producteur d'efficacité. Sur le bon sens, on peut faire quelques réserves, puisque chacun sait d'expérience qu'il peut être complètement idiot, lorsqu'il emprunte sa légitimité à des coutumes, des habitudes obsolètes et parfois dangereuses. Mais ce n'est pas de ce bon sens-là que veut parler l'auteur, plutôt de celui qui, dans l'invention, l'innovation, ne méprise pas la prudence, la précaution, les limites.

Dans ce livre, Latouche élargit singulièrement notre réflexion en ce qui concerne l'approche de la raison comme concept. En effet, il s'adresse aussi bien à la Chine qu'à l'Inde, bien sûr à la Grèce, mais surtout à l'Afrique, pour donner de la raison raisonnable une définition qu'une certaine sagesse bien partagée rend universalisable. Plus encore, Latouche reprend son idée de niche qu'il oppose à celle de créneau. Le créneau est un terme militaire, conquérant ; il globalise par une lutte acharnée au nom de la rationalité surtout économique. La niche, elle, fondée sur la raison raisonnable, semble avoir toujours existé et réapparaître (l'exemple des SEL) là où effectivement des bonnes volontés la souhaitent réellement. Elle ne cherche pas à se localiser strictement, mais indéniablement elle se localise, puis, si l'on peut dire, fait tache d'huile, en entraînant dans son sillage toutes celles et tous ceux qui veulent la recréer.

Si Latouche dénonce les abus, ce n'est pas seulement pour dénoncer, mais pour que, à l'image de ce qui se passe chez des jeunes et des moins jeunes d'Europe et d'ailleurs à la recherche d'une vie meilleure, nous la construisions.

Louis MOREAU DE BELLAING

Laurent BAZIN, Monique SELIM, *Motifs économiques en anthropologie*, Paris, L'Harmattan, 2001

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une suite au livre qu'avaient écrit Monique Selim et Gérard Althabe, intitulé *Démarches ethnologiques au présent*, on peut dire qu'après les démarches, ce sont les théories qui sont ici abordées. Althabe est d'ailleurs présent dans ce nouveau livre avec deux textes illustrant les propos des auteurs.

Dans sa partie conceptualisée, le livre est difficile, parce que le problème posé, celui d'une approche conceptualisée en anthropologie économique est resté singulièrement en jachère. Selim et Bazin, dans le premier texte écrit en commun, énumèrent les principales théories de l'anthropologie économique. Des toutes premières remontant aux années trente jusqu'à la rencontre avec l'anthropologie culturelle, pour en venir, à travers Raymond Firth, à Godelier et Meillassoux, l'anthropologie économique apparaît comme un point quelque peu nébuleux dans l'ensemble de l'anthropologie. C'est le mérite des auteurs de vouloir proposer, à partir de leurs propres terrains, non *une* nouvelle théorie, mais des approches quelque peu théorisées et conceptualisées. Si l'on cherche à résumer l'esprit de ces approches, on pourrait dire que Selim et Bazin (plus encore qu'Althabe qui, parmi les auteurs cités, reste leur initiateur reconnu et admiré) conservent le cadre économique. Au fond, ils ne sont pas polanyens. Polanyi encastrait l'économique dans le social et c'était finalement le social (et le culturel) qui primait — sauf dans l'excès libéralo-capitaliste. Selim et Bazin restituent au social et au culturel leur importance, mais en montrant en quelque sorte comment l'économique les modifie, voire les transforme : ce que Selim explicite avec le cas d'une entreprise au Bangladesh, et celui de l'économie laotienne, économie *politique* que travaille un imaginaire local en déclin.

Bazin, plus circonspect, mais proche de la même théorisation, prend l'exemple d'une entreprise ivoirienne et montre comment l'économique *se sert* de la parenté, de la puissance technique européenne, etc. Il critique les vieilles approches un peu folklorisées, précisément trop séparées de l'économique dans sa globalisation, telles celles de Noëlle Gérôme ou de Philippe Lucas. Il rejoint Selim dans sa volonté de faire une anthropologie économique de terrain, d'où puissent être dégagées peu à peu ce que nous appellerons des tendances théorisées, voire théoriques avec leurs concepts : le local certes, mais aussi la mondialisation, la part de l'imaginaire, celle de la politique, enfin, et c'est sans doute ce qui, chez les auteurs, « structure » ces concepts, la domination, économique principalement, conçue comme un rapport constant à rechercher dans diverses occurrences. Disons que, pour retrouver la réalité du concept, les terrains choisis sont particulièrement favorables.

Althabe, en republiant dans ce recueil des textes anciens, ajoute (peut-être sans le vouloir) sa touche personnelle à l'argumentation. Nous n'en donnerons que deux exemples : celui de la monnaie, qui apparaît, dans des villages africains, comme monnaie « marchande », mais aussi comme monnaie reprise dans le contexte socioculturel à des fins non utilitaires. Et celui de la plantation comme facteur d'individualisation (dans un village du Congo-Brazzaville) : elle peut enrichir celui qui la fait. Mais sa richesse mettra du temps à être utile. On perçoit, dans le propos d'Althabe — davantage que dans ceux de Selim et Bazin — la (les) dynamique(s) du socio-économique. Bien sûr, Althabe pense que, lorsque l'économique est là, l'autosubsistance devient nocive. Mais ce qui l'intéresse, c'est le mouvement « dialectique » entre socioculturel et économique.

Cela dit — qui se veut une légère objection aux deux auteurs —, leur livre réveille ou veut réveiller les anthropologues économiques à demi endormis. C'est bien aussi de social et de culturel qu'ils nous parlent, ces deux derniers affectés par une économie de domination. À ce titre, le livre est nouveau et donne tout particulièrement à réfléchir.

Louis MOREAU DE BELLAING

Marnix DRESSEN, *De l'amphi à l'établi*, Paris, Belin, 2000.

Le mouvement d'établissement qui a conduit, entre 1967 et 1973, plusieurs milliers d'individus à s'engager comme ouvriers volontaires prouve-t-il que l'altruisme constitue une source de l'engagement politique ? Marnix Dessen nous permet de le penser en analysant, avec les catégories de l'anthropologie religieuse, les raisons pour lesquelles ces jeunes intellectuels ont pu croire « faire le choix d'une mobilité descendante pour des raisons politiques » (p. 9).

Grâce à un important corpus — élaboré dans le cadre de sa thèse en science politique : une recherche menée de 1988 à 1992, auprès d'anciens établis (près de trois cents questionnaires d'une centaine d'items, cinquante entretiens approfondis, douze autobiographies) par l'un d'entre eux — il montre que les établis se caractérisent moins par des « données initiales », que par une succession d'engagements de plus en plus radicaux. Possédant un capital scolaire élevé, leur origine sociale ne les distingue guère de la population étudiante des années 1967-1968. Leur spécificité vient de leur appartenance massive au mouvement associatif et de leur entrée précoce en politique. Ils choisissent de rejoindre le marxisme-léninisme, qu'ils considèrent comme le plus proche de la classe ouvrière et prennent position sur les questions du rapport entre les intellectuels et le peuple. Le choix de partager la condition ouvrière correspond alors à leur volonté de retourner aux origines : comme le saint-simonisme qui voyait dans le prolétariat « le Christ du monde moderne », ils ont voulu se fondre dans ce qu'ils imaginaient comme un groupe homogène, afin de lui révéler sa vraie mission : émanciper l'humanité.

Certes, ce choix est encouragé par des rétributions symboliques : le contact avec la classe ouvrière conférait une aura qui permettait d'accéder au *status* de leader ouvrier. Mais l'intensité du « don de soi » va être d'autant plus grande que les premiers contacts avec la « classe ouvrière réelle » provoquent d'innombrables déceptions : les ouvriers concrets ne vont-ils pas jusqu'à freiner les initiatives impulsées par les militants ? Malgré cela et en dépit de toutes les contraintes (pénibilité des conditions de travail, « guerre » menée par certains chefs d'entreprises ou certains syndicalistes, conflits internes aux groupes maoïstes, etc.), le « désétablissement » s'est échelonné de 1971 à 1982 ; en 1990, 10 % des 283 personnes interrogées étaient encore en usine (les autres « occupaient presque toutes une profession plus élevée que celle de leurs pères »).

De ce processus minutieusement reconstitué, Marnix Dressen propose une interprétation au travers des catégories de l'anthropologie religieuse : « le système de représentations, les pratiques et les organisations qui ont été celles des ouvriers volontaires [...], forment ce qu'il faut bien appeler une religion politique » (p. 10). Enthousiastes, les établis se montraient prêts à abandonner leurs biens, à rompre avec leurs familles et à mener un mode de vie simple, ne fréquentant plus que des militants. Cet engagement personnel de tous les instants se justifiait pour servir le peuple, devenu objet de culte. En pratiquant l'enquête, ils entendaient faire parler la divinité. À la manière des puritains dont parle Max Weber, ils soumettaient leurs actions à un contrôle permanent et à l'observance stricte des règles. Ils œuvraient à la venue *ex abrupto* du Royaume des cieux. C'est pourquoi les groupes de la gauche extra-parlementaire constituaient un *ordre* religieux.

Marnix Dressen publie un second livre, tiré de la même recherche, mais centré sur les pratiques syndicales et politiques *Les établis, la chaîne et le syndicat*, L'Harmattan, 2000.

Jean-Luc METZGER

Henri BRESCH et Christiane VEAUVEY (sous la direction de), *Mutations d'identités en Méditerranée. Moyen Âge et époque contemporaine*, Avec la participation d'Éliane DUPUY, Paris, éditions Bouchene, 2000.

Les textes présentés ici sont le fruit d'un travail interdisciplinaire d'historiens et de sociologues. Sur la base empirique de l'espace méditerranéen, présent et passé, les auteurs se proposent de poursuivre, en l'élargissant, la réflexion sur les processus de « composition et recomposition des identités collectives » amorcée, en 1991, sous l'impulsion d'Abdelmalek Sayad (décédé en 1998). La publication de ces textes, dédiée à sa mémoire, répond au désir collectif de lui rendre hommage. L'ouvrage comporte, d'ailleurs, un de ses articles posthumes : *Colonisation, viticulture et émigration en Algérie*. La qualité des contributions se hisse à la hauteur de cette volonté.

Malgré leur nombre (dix-neuf) et leur taille (une quinzaine de pages chacun), ces textes ont une unité et leur association présente une réelle cohérence thématique et théorique. L'éthique sous-jacente à ces recherches et la problématique commune qui les sous-tend les inscrit dans la filiation de Sayad (S. Chaïb) : intellectuel intransigeant à l'égard des pouvoirs comme des effets de perversion qu'ils produisent sur l'orientation des recherches, ce dernier, fort de cette position, visait à élargir et à réorienter la « science de la migration ». Celle-ci ne peut se limiter à une étude de « l'immigration » sans prendre en compte la réalité complexe de « l'émigration ». Se trouvent, ainsi, reliés, dans un même ensemble, vécu subjectif de l'émigré et facteurs historiques, économiques et socioculturels, ceux de la société de départ comme ceux de la société d'arrivée. La situation de domination dans laquelle se sont trouvés les pays d'émigration ne leur a pas permis de développer, eux-mêmes, une « science de l'émigration » (S. Palidda). Il appartient, donc, au chercheur de construire sa position à l'égard de l'objet de telle manière que cette réalité occultée puisse surgir et produire ses effets de vérité.

Même s'il rend bien compte des processus identitaires en les reliant aux mouvements migratoires du monde méditerranéen, l'ouvrage les intègre, toujours, dans une compréhension où se mêlent questions de méthode et réflexions épistémologiques sur les pré-construits, politiques et sociaux, de la réalité étudiée (C. Veauvy ; M. B. Tahon...). Du côté des historiens, les nombreux débats sur la nature des archives et sur ses effets, prônant la nécessité d'une ré-interrogation critique des sources, en sont un bon témoignage (Y. Modéran, J.-P. Molénat, C. Picard, P. Guichard, H. Bresc). Les sociologues, quant à eux, mettent en avant les avantages heuristiques de la méthode comparative dans les limites de ses possibilités structurelles (J.-C. Combessie). Des démarches nouvelles et originales voient le jour, comme, par exemple, le travail que mène K. Chachoua sur la dynamique à l'œuvre dans le choix d'un nom patronymique. Les effets de sens qu'il produit sont en raison directe de son mode d'inscription dans l'histoire nationale de la communauté et, donc, dans le symbolique. L'approche anthropologique et l'observation participante trouvent, ici, leur place, grâce à l'étude que présente Y. Chaïb sur le transport des morts et le retour des corps dans le pays d'origine.

Mais si l'intérêt de ce livre est d'intégrer l'étude des faits migratoires et identitaires de l'espace méditerranéen dans le projet pluridisciplinaire (histoire/sociologie), il présente aussi l'avantage d'articuler, sur des thématiques originales et pertinentes, plusieurs niveaux d'analyse. Dans une perspective historique de longue durée, les dimensions symboliques, spatiales, temporelles, politiques et économiques sont mises en interactions. Les stratégies individuelles se trouvent, ainsi, reliées aux rapports sociaux comme aux idéaux personnels et collectifs.

Les thèmes étudiés comptent parmi les plus productifs des sciences sociales. L'étude du dualisme, « Botr » et « Branes », des sociétés berbères est un bon exemple historique de morphologie sociale. Les processus de conversions religieuses (chrétiens et juifs) et leur dynamique, politique, sociale, économique, avec leurs manifestations symboliques, sont un des points forts de l'ouvrage (F. Bahri, C. Picard, P. Guichard, J. Hadziiossif). Les Mozarabes d'Al Andalus sont abondamment pris en exemple. Le thème de la langue, associé aux faits de dénomination, confère, là encore, toute sa place au symbolique (P. Molénat, K. Chachoua).

L'analyse d'Henri Bresc sur la genèse de l'identité maltaise contribue à montrer combien la représentation de l'autre participe de la construction identitaire. Cette représentation trouve, en grande partie, ses racines dans l'économique, par la forme de la production et les rapports que cette dernière engendre, plus que dans le religieux. L'identification des Maltais, catholiques et petits paysans indépendants, à la Sicile est pour eux un moyen de préserver leur individualisme et de se démarquer de l'emprise musulmane.

Le politique trouve une place de choix dans tous les articles. Il est, ainsi, question de la fonction de modèle qu'a représentée la révolution algérienne au Québec avec la place de l'émigration des femmes algériennes dans cette région (M.B. Tahon). Les études de C. Veauvy, J. C. Combessie, Y. Chaib, traitent du problème des espaces nationaux imprégnés des effets d'occultation politique dont ils ont été marqués.

L'ensemble de ces textes reste une contribution importante à la compréhension sociale et historique des faits identitaires et migratoires. Les précisions qu'ils nous apportent sur la connaissance historique et sociologique de la Méditerranée sont fondamentales.

Jacques SALIBA

Daniel J. ELAZAR, Morton WEINFELD (eds), *Still moving. Recent Jewish Migration in Comparative Perspective*, New Brunswick/Londres, Transaction Publishers, 1999, 479 p.

L'allusion à la figure du Juif errant est pour le moins transparente, mais en même temps l'exceptionnalité des migrations juives et le *sonderweg* israélien s'estompent dans la comparaison avec d'autres situations migratoires. Situé dans le cadre du projet Metropolis et de la collaboration scientifique entre le Canada et Israël, l'ouvrage tente de mettre l'accent sur les phénomènes d'urbanisation qui distingueraient les nouvelles migrations qui ont suivi celles d'après la Seconde Guerre mondiale, soit un changement de paradigme. Mais ce qui semble plus pertinent, c'est la mobilité accrue vers des lieux d'immigration diversifiés et changeants, de même que les retours qui affecteraient moins les Juifs que les autres migrants. L'attention a porté sur les deux plus fortes immigrations récentes en Israël, celle des Fallachas d'Éthiopie et celles des ressortissants de l'ex-Union soviétique qui n'est pas homogène en ce qu'elle inclut, outre les originaires de la partie européenne (Russie, Ukraine, Biélorussie), des « Géorgiens », des Asiatiques (Boukhara) et autres montagnards moins nombreux mais fort distincts des premiers. Le territoire de l'ex-URSS a perdu plus d'un million de Juifs et de membres non-juifs de leurs familles, au profit d'Israël pour les 2/3 d'entre eux, chiffres confirmés par d'autres études. Bien entendu, les parents non-juifs constituent autant d'entorses à la « loi du retour » *stricto sensu* et posent quelques problèmes. Par exemple, Israël se retrouve en position de pays d'émigration, en particulier de ceux de ces ex-Soviétiques qui s'estiment discriminés en tant que non-juifs ou en tant que femmes, qui ont demandé refuge au Canada et l'ont obtenu à 90 % au Québec mais seulement à 10 % ailleurs, obtention qui a déclenché, à la limite de l'incident diplomatique, les protestations d'Israël se considérant comme un pays démocratique et par conséquent non susceptible d'être un pourvoyeur de réfugiés. La preuve de la discrimination invoquée pour la demande du statut de réfugié a pu être une politique « raciste » d'immigration selon la terminologie des adversaires d'Israël au Moyen Orient, voire le traitement infligé aux Palestiniens.

Pays d'accueil, Israël est aussi importateur de main-d'œuvre étrangère en fonction, précisément, des relations avec les Palestiniens, de l'ouverture ou de la fermeture des territoires autonomes (Judée-Samarie selon la terminologie officielle).

Sont abordés également les programmes spécifiques de reclassement à destination des Juifs de l'ex-URSS, parmi lesquels les intellectuels et cadres sont sur-représentés, reclassement qui s'apparente plutôt à un déclassement plus ou moins bien accepté, par exemple lorsque d'anciens enseignants du supérieur sont reconvertis dans le secondaire — mais l'étude consacrée à ce problème porte sur un très petit nombre. Les immigrants en provenance des pays musulmans ne sont pas oubliés pour autant de même que sont examinées dans la diachronie les communautés qui les regroupent.

Les États-Unis d'Amérique sont la deuxième destination mais, curieusement, l'Allemagne figure en première position parmi les pays européens.

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects les plus inattendus de cet ouvrage riche en tableaux et chiffres, ce qui en rend l'abord quelque peu aride. Plus problématique, parce qu'émanant d'une conception nationaliste de l'Histoire, est la désignation parfois rencontrée d'Israël comme *homeland* par rapport aux *host countries* que seraient les pays d'émigration. Enfin les exigences du « sponsor » sont contournées par le terme de « rurbains » qui rend compte de l'habitat en Israël plus que dans d'autres pays d'immigration. L'ouvrage offre ainsi des aperçus sur des faces moins connues que le problème récurrent des difficiles relations interethniques — en fonction de la succession des vagues d'immigration — parmi les Juifs d'Israël.

Claudie WEILL

Guy DHOQUOIS, *La Duplicité de l'Histoire, le Béhémoth*, Paris, L'Harmattan, 2000.

L'œuvre de Guy Dhoquois est volontairement ramassée sur elle-même. Elle ne vise pas à multiplier les ouvrages, mais, depuis trente ans, veut ouvrir la question de l'histoire à celle de la pensée historique.

Ce dernier ouvrage ne constitue pas un aboutissement, une sorte de synthèse qui parachèverait les travaux antérieurs. Il tente plutôt de poser des jalons, pour relancer sur de nouvelles pistes la réflexion de l'auteur et celle de ses lecteurs.

Est avancée ici l'idée de duplicité de l'histoire, c'est-à-dire celle de ses contradictions. Pour Dhoquois, l'histoire n'est pas pensable autrement. Encore fallait-il en montrer des exemples. Pour se faire comprendre, Dhoquois se sert d'un symbole, le Béhémoth, qu'il oppose au Léviathan. Le Béhémoth est le maître de la terre, le Léviathan celui des eaux. La toute puissance du Léviathan, monstre du despotisme, s'oppose, pour l'auteur, à la diversité contradictoire et polyvalente du Béhémoth, monstre des libertés.

Les jalons choisis sont, après une brève incursion en Inde et en Chine, la tradition hébraïque, les Grecs, Shakespeare, l'avant-Marx et Marx lui-même ainsi qu'Engels. L'auteur reconnaît s'appuyer non seulement sur ses propres connaissances mais sur les encyclopédies et les manuels généraux qui complètent le minimum d'informations nécessaires. Peut-être est-ce dans la tradition hébraïque que les contradictions propres aux mythes et aux mythologies apparaissent le mieux grâce à l'approche de la transcendance. Mais on lira avec admiration les pages que Dhoquois consacre aux tragiques (et aux comiques) grecs. La duplicité de l'histoire y est en quelque sorte assumée par les héros mêmes des tragédies. Que ce soit dans *Les Perses* d'Eschyle, dans *Antigone*, le Béhémoth et le Léviathan jouent leur jeu, l'un et l'autre, continûment, jusqu'à la mort, ou, chez Aristophane, jusqu'à l'effacement par le rire.

Lorsque Dhoquois aborde Shakespeare, c'est sa lecture et sa vision des pièces qui vont prévaloir. Pour lui, Shakespeare est un conservateur politique qui ne se limite pas à son conservatisme et laisse éclater, dans son style autant que dans ses intrigues théâtrales, la production contradictoire de personnages pris dans leur petite histoire et dans la grande Histoire. Shakespeare illustre au mieux, pour Dhoquois, la duplicité de l'Histoire et de chaque histoire.

On ne peut, en ce qui concerne l'avant-Marx, Marx lui-même et la conclusion que l'auteur donne à son livre, séparer ce qu'il dit de ses propres convictions. Incontestablement, Dhoquois demeure marxien — certes non- « marxiste » —, attaché au concept de mode de production et à un matérialisme en quelque sorte scientifique. Les dernières pages sur l'aliénation et le doute — qu'il pousse jusqu'au doute du doute — inscrivent la duplicité de l'histoire au cœur même de sa propre pensée et, si l'on peut dire, de sa propre foi.

Un livre difficile, brillant, dont l'amplitude donne à l'histoire ses dimensions.

Louis MOREAU DE BELLAING

Alain BIHR, Roland PFEFFERKORN, *Déchiffrer les inégalités*, 2<sup>e</sup> édition réactualisée, Paris, Syros, coll. « Alternatives économiques », 1999, 416 p.

Annette LECLERC, Didier FASSIN, Hélène GRANDJEAN, Monique KAMINSKI, Thierry LANG (ed.), *Les Inégalités sociales de santé*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2000, 448 p.

Les auteurs des deux ouvrages ont « redécouvert » les inégalités sociales en France, les ont méthodiquement comptabilisées et les dénoncent. Le premier ouvrage s'attaque aux inégalités devant l'emploi, les ressources, le logement, les loisirs... Le second s'intéresse uniquement, mais de manière très « pointue », aux inégalités sociales de santé et à leurs déterminants à travers une approche pluridisciplinaire

Alain Bihl et Roland Pfefferkorn ont à la fois un souci théorique, méthodologique et militant : il s'agit de bien comprendre les inégalités sociales pour pouvoir les combattre. Pour ce faire, ils ont exploité de manière critique diverses statistiques « officielles » de l'INSEE, mais aussi de feu le CERC. Portés par le même engagement, les auteurs de l'ouvrage collectif sur les inégalités de santé démontrent que le milieu social est l'un des principaux déterminants des inégalités de santé en France. Pour comprendre et résoudre ce problème, ils mobilisent, outre la médecine et l'épidémiologie, les sciences humaines comme la sociologie et l'histoire. La participation de Bihl et Pfefferkorn à cet ouvrage ne nous en apprend pas davantage que leur livre mais a le mérite de placer le sociologue sur un territoire qui ne lui est pas toujours familier.

Le premier ouvrage répertorie et dénonce les inégalités de revenus, de ressources du travail, de patrimoine, de scolarisation, de consommation, de santé, de loisirs, de culture, d'aide sociale, d'imposition (ce sont les plus fortunés qui peuvent le mieux profiter des allègements fiscaux voire frauder le fisc...). Les auteurs affirment que ces inégalités sont cumulatives et tendent à former un système.

Dans le second ouvrage, nous découvrons que la France est, d'une part, l'un des pays les plus inégalitaires d'Europe de l'Ouest concernant les disparités devant la mort et, d'autre part, celui où les recherches en ce domaine sont les plus insuffisantes. Ainsi, l'étude historique révèle des inégalités géographiques et la quasi-impossibilité de trouver une cause unique aux inégalités de santé : l'espace de vie est fondamental, tout comme l'environnement — industriel, économique, écologique... En fait, ces facteurs (et bien d'autres encore) sont cumulatifs et forment le « système » des inégalités sociales de santé. Un lecteur « naïf » pourrait alors penser que les plus démunis (notamment les immigrés) qui cumulent les handicaps sont génétiquement « déficients », puisqu'ils souffrent davantage d'obésité, de saturnisme, de troubles respiratoires, etc. Ce serait oublier que les données statistiques sont peu fiables et que les chiffres sont souvent contradictoires. Anne Tursz explique ainsi qu'une comparaison entre des enfants issus d'une zone d'éducation prioritaire de Créteil et ceux d'une zone non prioritaire démontre une absence de lien entre santé et classe sociale...

D'un point de vue théorique et méthodologique, la partie d'Annette Leclerc et Jean-François Chastang sur la quantification des inégalités sociales est très intéressante, quoiqu'un peu aride pour les lecteurs qui ne sont pas sensibilisés au monde abscons des statistiques. Il faudra s'y faire : il vaut mieux avoir des statistiques « mal fichues » que rien du tout ! La contribution de Didier Fassin sur la qualification des inégalités est elle aussi passionnante et laisse présager de nouvelles recherches qui sauront allier le meilleur des approches microsociologiques, macrosociologiques, interactionnistes, ainsi que des techniques qualitatives et quantitatives.

Au bout du compte, à travers ces deux ouvrages, l'opinion commune est confirmée : « il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade... » Et, cette fois, c'est scientifiquement démontré ! Mais en y regardant de plus près, on peut se poser d'autres questions : sur les inégalités perçues comme un système, sur les moyens pour lutter contre ce système et sur la place de la sociologie dans cette lutte politique.

L'entreprise de Bihr et Pfefferkorn contre les inégalités est ambitieuse, et tous deux sont conscients des limites de leur approche : les statistiques qu'ils utilisent déforment souvent la réalité et réunissent des populations hétérogènes. De surcroît, concevoir les inégalités comme système revient parfois, comme pour la culture et le sport, à rassembler des données dont les liens avec le système des inégalités sociales restent à prouver. Le fait de regarder M6 pour un ouvrier plutôt que ARTE pour un cadre est-il le signe d'une inégalité sociale ? Il est périlleux en sociologie de parler d'une culture légitime ou de loisirs valorisants sans émettre un jugement de valeur sur ce qui est censé être « culturel » et « beau ».

Pour les auteurs des ouvrages sur les inégalités de santé, ce sont la prise de conscience de ces inégalités et la politisation qui pourront permettre d'en voir la fin. En effet, on ne saurait lutter contre les inégalités de santé en se limitant au domaine de la santé. C'est au niveau des inégalités sociales dans leur ensemble qu'il faut agir pour influencer sur les inégalités inhérentes à un secteur particulier. Mais le problème est encore plus complexe. Nous apprenons par exemple à travers une étude historique, que le lien entre inégalités sociales et inégalités de santé n'est pas mécanique : les inégalités de santé peuvent décroître alors que les inégalités sociales augmentent. Et même si les inégalités sociales diminuent, les écarts entre, par exemple, l'espérance de vie des plus précaires et celle des plus fortunés, demeurent inchangés. Certains chiffres n'ont l'air d'exister que pour qu'on les manipule. Par exemple, à la lecture du chapitre sur la mortalité rédigé par Eric Jouglu, Stéphane Rican, Françoise Péquignot et Alain Le Toullec, nous apprenons que les ouvriers-employés souffrent davantage que les cadres supérieurs-professions libérales des maladies provoquées par le tabagisme et l'alcoolisme, ce qui va bien dans le sens des inégalités sociales de santé (et de la vision misérabiliste que certains chercheurs ont des groupes défavorisés). Mais lorsqu'on regarde les chiffres du SIDA, on découvre que ce sont les catégories les plus aisées qui en pâtissent le plus (même si la tendance commence à s'inverser et que la situation occidentale n'a rien à voir avec ce qui se passe en Afrique ou en Asie, où des populations pauvres sont décimées dans l'indifférence quasi générale). De la même manière, dans la partie consacrée à la santé périnatale, Monique Kaminski, Béatrice Blondel et Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles montrent que les femmes issues des catégories dites supérieures ont davantage tendance à donner naissance à des enfants trisomiques que les ouvrières et les employées et ce, parce qu'elles ont des enfants plus tardivement que les autres. Doit-on ici parler d'inégalités sociales ou de différences ? Montrer des différences au niveau de la santé est une chose, mais les expliquer en est une autre.

De surcroît, comme les données exploitées sont majoritairement statistiques et statiques dans les deux ouvrages, on a l'impression que tout se passe comme si les victimes des inégalités étaient écrasées par un système impitoyable, incapables de faire quoi que ce soit pour s'en sortir. Prendre conscience des multiples facettes d'un problème est une première étape certes décisive, mais cela suffit-il à le résoudre ? À en croire de nombreux passages des deux livres, on ne pourrait étudier les inégalités sans, simultanément, s'engager politiquement ou idéologiquement. Mais l'engagement politique n'est-il pas en lui-même parfois un obstacle à la connaissance sociologique et, finalement, à une lutte efficace contre les inégalités ?

Et si Bihl et Pfefferkorn ont excellemment exposé les inégalités devant l'emploi et relativisé le poids du salariat dans la répartition des richesses en faveur d'autres ressources plus importantes comme celles issues du patrimoine, ils finissent néanmoins par proposer une réduction et un partage du travail pour lutter contre les inégalités : le serpent se mord la queue !

Concernant l'ouvrage sur les inégalités de santé, on peut déplorer, avec les auteurs, la faiblesse des données quantitatives ou qualitatives qui sont des denrées rares dans ce domaine : rien sur les sans-abri et les chômeurs, ce qui est regrettable lorsqu'on parle d'inégalités sociales ! Un questionnement sur la position des médecins, non pas en tant qu'experts, mais comme sujets d'enquête impliqués dans ce problème sanitaire et social aurait été intéressant. Les divers chapitres s'enchaînent parfois difficilement, le choix des maux exposés peut parfois sembler discutable. Il faut néanmoins admettre qu'un tel travail de synthèse rencontre énormément de difficultés car le terrain est presque vierge, notamment en France. Cet ouvrage collectif et pluridisciplinaire demeure ainsi un outil précieux et un appel à la recherche extrêmement motivant dans un domaine sous-exploité.

David CHEVALIER, LASTES  
*Université Nancy 2*